



Un pas en avant

Pierre Bauby

Bernard Frévaque (Hauts-de-Seine)

Le prochain Conseil National doit faire date : il se tiendra à un moment fondamental de la vie du Parti.

Les thèses de Dijon et le dernier Conseil avaient permis d'éclairer un certain nombre de positions. Mais la ligne stratégique (objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat, guidé par un parti révolutionnaire) et ses applications tactiques (définition des axes prioritaires de luttes) étaient empreintes d'ambiguïtés : de telle sorte que notre action en a été gênée et notre pratique souvent hésitante, de même que le débat politique, nécessaire à tous les échelons du parti, en a été bloqué.

Par conséquent, la première tâche de tous les militants, à l'occasion de ce Conseil, est d'analyser d'une façon très concrète, en ne ménageant pas notre propre critique, et les luttes menées depuis un an, et notre pratique dans ces luttes. Cet acquis devra alors nous permettre d'aborder les problèmes nouveaux, avec l'avantage d'être *sur une ligne claire, sans ambiguïtés*.

Mais la manière dont se prépare notre Conseil National laisse encore mal augurer de la possibilité de faire un pas en avant. C'est notre devoir immédiat de tout faire pour redresser la situation.

*
* *

Ce texte n'a la prétention ni de donner une liste de conseils ni de donner une série de réponses. Il souhaite seulement contribuer à la réflexion de tous les camarades.

Quelle a été notre pratique depuis un an ?

Nous devons analyser ensemble :

- **Au niveau des luttes menées** : qu'ont-

elles été ? Dans quel domaine ? Qu'ont-elles tenté de mettre en cause ? Ont-elles été à la mesure de la situation « historique » ?

- **Au niveau de leur impulsion.** Le P.S.U. ou, plus largement, le courant révolutionnaire en ont-ils eu l'initiative ? A quel stade, le cas échéant, s'est-elle placée ?

- **Au niveau de leur déroulement** Dans les luttes dans les entreprises, quels ont été très concrètement les rapports partis-syndicats ? Dans les quartiers, les relations avec les organisations de masse ? Dans les luttes étudiantes, le rôle de l'U.N.E.F. ?

- **Au niveau des alliances.** Comment s'est faite la liaison avec nos camarades des autres groupes ? Quel rôle objectif ont eu les militants du P.C.F. ?

Seules les réponses à ces questions nous permettront, au Conseil national, de faire référence aux problèmes concrets auxquels les militants sont confrontés — autrement dit de bâtir nos raisonnements sur une pratique réelle.

Courant révolutionnaire et P.C.F.

Notre camarade **Terray** estimait la semaine dernière que pour le parti la question centrale, le choix fondamental, se situait entre vouloir être l'aile gauche d'un vaste rassemblement social-démocrate ou s'engager sérieusement dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

Nous pensons, nous aussi, que le choix doit être sans ambiguïté. A ceux qui nous diront : « la décision de construire le parti révolutionnaire fait partie de l'acquis : inutile d'y revenir » : nous répondrons qu'il n'en est rien dans notre pratique récente.

Et cette pratique est confrontée à l'attitude du P.C.F.

Autrement dit, **notre réflexion passe par l'analyse très concrète de la stratégie du P.C.F. et de sa traduction pratique.** Or l'issue électorale est plus que jamais de mise (voir les dernières déclarations de Duclos et les décisions du Comité central) ; les luttes ne sont impulsées (ou récupérées) et conduites que dans ce seul but : s'emparer de l'appareil d'Etat tel qu'il est, et de ses rouages (conseils généraux, municipalités, conseils de gestion dans les facultés, etc.) pour les faire fonctionner au soi-disant profit de la classe ouvrière. **L'attitude récente du P.C.F. prend alors tout son sens** (Bourse du Travail, 1^{er} Mai, 10 Mai, discussions P.C.F.-P.S.U., etc.) : **jeter les bases d'une sorte de nouveau Front Populaire pour les prochaines échéances électorales...** Le P.S.U., parti de petits bourgeois et d'intellectuels devient intéressant : il faut donc le réintégrer dans le jeu classique, le couper des militants et des groupes révolutionnaires, qui, eux, sont les principaux ennemis (la loi anti-casseurs n'est pas nécessaire, la juridiction est suffisante, les casseurs sont derrière, les gauchistes-Marcelin, etc.), il faut se faire du P.S.U. un allié, même si, pour un temps encore, il peut se situer, au moins verbalement, à gauche du P.C.F.

Nous n'avons rien de commun avec cette stratégie et cette pratique électorales de prise du pouvoir d'Etat tel quel. L'Etat, ses différents rouages, sont en symbiose étroite avec le système capitaliste. **Il ne s'agit donc pas d'occuper cet appareil mais de le détruire** ; faute de quoi, nous ne pourrions jamais édifier le socialisme. L'Université, par exemple, a un rôle essentiel dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise. Se contenter de la réformer en y intégrant des fils d'ouvriers reviendrait à ne pas toucher à cet aspect essentiel du système (cf. l'histoire de l'U.R.S.S.). Mais cela ne veut pas dire que nous ne devons jamais passer d'accords tactiques, de compromis avec les forces réformistes. De tels accords sont possibles et peuvent même être positifs dans certains cas (lutte contre la répression), mais à un certain nombre de conditions impératives. Conclusion de faux compromis, sans pouvoir dire que ce sont des compromis, et en y abandonnant

nos positions fondamentales, c'est accepter de n'être que la mouche du coche.

Finalement, à partir de cette analyse du P.C.F. et suivant que l'on en aura conclu qu'il est soit un allié, soit un adversaire (non un ennemi) de classe, **nous avons à choisir entre deux options** :

- **ou influencer sur le P.C.F. pour qu'il revienne sur des positions justes, en impulsant des actions de masse, ou en pesant sur celles qu'il engage ;**

- * **ou construire le parti révolutionnaire.**

Seule, pour nous, la deuxième est possible. Il faut que le Conseil national l'affirme très clairement et s'en donne les moyens. La refuser serait porter une lourde responsabilité dans les possibilités révolutionnaires. Bien sûr, cela exige de rejeter tout « unanimité de façade ».

On nous dira : ce que nous avons fait ces dernières semaines et dont Terray rappelait les ambiguïtés a reçu l'accord des groupes. Encore faudrait-il dire lesquels. Mais même si c'était celui de tous, il ne justifierait, pas pleinement notre attitude : en tout état de cause, les groupes ne verraient sans doute pas d'un mauvais œil un P.S.U. allié de gauche du P.C.F., mais bien disposé à leur égard.

Construire dès maintenant le parti révolutionnaire

La nécessité en est acquise. Reste à savoir comment. Bien évidemment **par un processus dialectique actions de masse communes-débat, c'est-à-dire** :

1. Impulser avec les autres forces du courant révolutionnaire des luttes de masse à la base, comme cela a été le cas, tout au moins par endroits, pour les actions sur les transports, l'armée, les travailleurs immigrés, Mais nous ne devons pas en rester là : le front des entreprises doit être un lieu privilégié pour ce type d'actions.

2. Engager le débat, en fonction des pratiques militantes, avec les groupes et militants révolutionnaires sur :

- la manière de conduire les luttes actuellement ;
- la stratégie du parti révolutionnaire ;
- les formes d'organisation et de liaison

aux masses.

Ce travail est déjà commencé, mais il importe de le systématiser, de l'étendre à tous les groupes, à tous les militants, y compris les inorganisés.

Kergoat a proposé d'engager un processus de fusion organisationnelle dès maintenant avec la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, en fonction des convergences apparues avec eux dans les derniers mois.

Le malheur est que les convergences dont il nous parle **ne recouvrent pas les clivages fondamentaux qui se posent aujourd'hui** :

- avoir une attitude fermement critique vis-à-vis du P.C.F. tout en le contraignant à l'unité d'action quand cela est possible ne résoud pas le choix que nous exposons entre mouche du coche et construction du parti révolutionnaire.

D'autre part, le phénomène bureaucratique n'est pas un phénomène neutre.

- travailler aux côtés de militants révolutionnaires travaillant dans les organisations syndicales existantes ne répond pas au problème : que faire dans les syndicats, comment le faire, comment se posent les rapports partis révolutionnaires-syndicats.

- faire l'unité d'action avec les forces réformistes contre la répression ou sur les luttes anti-impérialistes sans dire quelles en sont les conditions ne résoud rien, etc.

Nous estimons que **Kergoat** veut résoudre les problèmes un peu trop vite : si des convergences ne sont pas apparues avec d'autres groupes (est-ce d'ailleurs certain ?), les avons-nous cherchées, leur avons-nous proposé des actions, provoqué avec eux un véritable débat ?

Dire que les « groupes maoïstes » sont stalinien (encore faudrait-il savoir ce que l'on entend par ce terme galvaudé) ou anti-autoritaires, accuser les « militants du P.S.U. proches de leurs thèses » de mener une campagne « anti-trotskyisme » est trop vite dit et conduit à **bloquer le débat**.

D'ailleurs Kergoat semble oublier que les différents groupes ne sont pas homogènes et que la lutte de classe — la ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires passe à l'intérieur de chacun des groupes, comme à l'intérieur du P.S.U. bien sûr.

Les problèmes organisationnels doivent

être posés, d'autant plus rapidement que la période historique exige d'avancer à pas de géants dans la construction du parti révolutionnaire : c'est tout le contraire de l'immobilisme.

Mais il faut d'abord que le P.S.U. prenne à ce Conseil national des options claires, que nous mettions tout en œuvre pour engager, impulser des luttes réelles avec tous les militants du courant révolutionnaire, sans exclusive, tout en menant le débat de fond.

S'engager dans cette voie est sans doute plus difficile que de s'allier dès maintenant avec la Ligue et L.O. Mais c'est permettre que le parti révolutionnaire que nous voulons en soit véritablement un.

Les autres choix du Conseil national

Ils sont d'ailleurs à son ordre du jour et s'éclairent des prises de position préalables.

* **Le contrôle ouvrier** : Nous suivons notre camarade Terray pour souligner la nécessité urgente de lever les ambiguïtés qui ne manquent pas de subsister sur cet axe stratégique. La confrontation, à l'occasion de la Conférence nationale Entreprises et du Conseil, entre l'analyse théorique et la pratique de nos groupes d'entreprises, assumera cette tâche. Nous n'avons pas à maintenir un « unanimité de façade » sur cet aspect fondamental des luttes que nous avons à mener avec les autres militants du courant révolutionnaire.

- La campagne « **cadre de vie** » : La baptiser « seconde mâchoire de la tenaille » ne suffit pas à répondre aux questions sur lesquelles on a l'air de vouloir passer allégrement et qu'il faudra bien de nouveau poser au Conseil :

- qui doit diriger les luttes dans les quartiers ?

- quelle doit être leur importance relative par rapport aux luttes sur le terrain de la production ?

- Quels sont très concrètement aujourd'hui les objectifs à mettre en avant qui permettent des luttes de l'ensemble du courant révolutionnaire ?

Le terrain de la production reste le terrain principal : c'est là où le capitalisme est vraiment en danger. Mais il est important aussi que des luttes soient menées sur le cadre de vie : les camarades de Turin l'ont montré, mais en mettant clairement ces luttes sous la direction de la classe ouvrière. Or les structures du P.S.U. (sections locales) tendent à privilégier l'action sur les localités — sans pour autant déboucher sur des luttes réelles. Encore une ambiguïté à lever par le Conseil national.

• **Les municipales de mars 1971** : Le P.C.F. fait actuellement le forcing (dernier communiqué du comité central) nous poussant, commune après commune, à nous déterminer, bien sûr avant notre Conseil. Dès lors, si nous n'instaurons pas un large débat entre tous les militants, si le Conseil National ne prend pas une option claire, une option nationale, nous irons inmanquablement vers des pratiques fondamentalement contradictoires.

Ce que nous avons dit sur notre attitude vis-à-vis du P.C.F. et du courant révolutionnaire s'applique parfaitement à ces élections :

— Dans la plupart des cas où nous sommes présents dans des municipalités à majorité réformiste, nous ne servons que de force d'appoint pour les élections et nous n'avons guère la possibilité d'une intervention autonome. Fondamentalement, il ne semble pas qu'il puisse en être autrement. C'est donc un type d'alliances à rejeter, sauf si d'ici-là apparaissait un élément nouveau.

— Le problème de la participation ou de la non-participation doit être résolu en fonction des luttes réelles que nous aurons pu impulser, dans les entreprises et les quartiers.

Apparaître à des municipales comme anti-

électorales est impossible si nous n'avons pas les moyens d'explication. Et nous n'aurons pas de moyens d'explication si nous n'apparaissions pas d'ici-là en tant que militants révolutionnaires.

— La seule ligne politique que nous puissions défendre dans ces conditions consiste à **mettre les municipalités au service des luttes, de les transformer en foyers d'agitation permanents**, tout en dénonçant toutes les bonnes gestions classiques (y compris celles du P.C.F.). Dans ce but, l'alliance de tous les militants du courant révolutionnaire doit être systématiquement recherchée.

C'est sur ces bases qu'une alliance pourra être négociée avec le P.C.F. de toutes les forces socialistes et révolutionnaires. Le refus éventuel du P.C.F. devra alors être rendu public et la démonstration faite aux masses : qui aura brisé l'unité révolutionnaire.

— Dans ces conditions la ligne qui sera définie par le Conseil national devra être précise et chaque fédération devra être mandatée pour l'appliquer, **sous le contrôle de la D.P.N.**

*
**

Le Conseil National doit se fixer pour but de lever chacune de ces ambiguïtés. Ce ne sera pas suffisant pour que nous soyons armés pour les luttes futures. La lutte anti-impérialiste, objet du Conseil National suivant, et l'adéquation de nos structures à notre stratégie sont aussi deux domaines où ne manqueront pas les ambiguïtés à lever.

Mais **un pas en avant, important, peut être fait dès ce Conseil national**. A tous les militants du Parti d'en prendre conscience.